

L'or noir dans les savanes cotonnières du Tchad : premiers impacts et perspectives

Géraud MAGRIN

CIRAD-PRASAC, Avenue Agropolis, 34398 Montpellier Cedex 5, France

Résumé — En Afrique comme ailleurs, l'or noir est un substratum géopolitique inflammable. Aussi, l'imminence de l'exploitation pétrolière au Tchad suscite bien des interrogations. Enclavé au sein de l'Afrique centrale, ce pays porte l'héritage d'une longue guerre civile, qui cristallise les clivages socio-politiques en une opposition binaire entre Nord musulman et Sud chrétien. Le Tchad méridional, qui concentre grâce à la culture cotonnière l'essentiel des ressources de l'Etat, se trouve sous pression depuis qu'en 1979 des originaires du Nord se succèdent à la tête de l'Etat. Or, ce « Tchad utile » de l'époque coloniale abrite également les principaux gisements de pétrole du pays. Le pétrole tchadien ne coulera qu'en 2004. Avec les débuts des travaux fin 2000, l'activité a singulièrement augmenté, stimulant une économie partagée jusque-là entre des cultures vivrières peu productives, un élevage peu contrôlé et la culture cotonnière au Sud, en crise. Les opportunités offertes par le chantier expliquent le calme politico-militaire relatif dans la région méridionale. Mais ce chantier apparaît aussi comme un révélateur du sous-développement. Les normes imposées empêchent les acteurs économiques nationaux de tirer parti de l'activité nouvelle, alimentant un vif ressentiment, qui augure de prochaines déceptions pétrolières. Ainsi, l'or noir n'aura pas des effets aussi considérables que ce que l'on a laissé attendre aux Tchadiens. Dans la région de production, il devrait davantage stimuler des dynamiques déjà amorcées – croissance des villes, essor du vivrier marchand – que bouleverser les structures de l'économie au détriment de l'agriculture, sur le modèle des Etats rentiers d'Afrique centrale.

Abstract — **Black gold in the cotton producing savannah of Chad.** In many countries around the world, particularly in Africa, oil exploitation has more often led to civil wars and conflicts than to further development. That's why the oil exploitation project in Chad has raised so many fears. This poor and landlocked country of Central Africa appears very unstable. Chad is located on a major border of the black continent, separating Muslim areas from Christian and animist ones. It still carries the burden of an early civil war (1979-1982). The Chadian oil exploitation, however, is very original. The participation of the World Bank could help to protect the environment, the rights of the people who live in the area where the oil is exploited, and to control the use of the petroleum income too. In this way, the black gold money will in one hand fuel the corruption of the regime, but it will also, in the other hand, help to reduce poverty. Actually, from the middle of the 90's, Chadian and international civil society groups lobbied the World Bank to be more vigilant toward the Chadian government. Despite these actions taken by civil society groups, the impact of oil exploitation in Chad is still unsure. In the regions of production, the oil economy will probably accelerate previously seen space dynamics (urbanization, sharp rise of cash food crops) but without changing the region's framework. At the national level, whatever the degree of loss for corruption and bad governance, the increase in State incomes will help priority sectors (education, health), but won't either upset the national economy.

La construction de l'infrastructure d'exploitation des champs pétroliers de Doba, situés au sud du Tchad, a commencé à la fin de l'année 2000. Elle intervient après trois décennies de rendez-vous manqués avec l'or noir, sur fond de conflits armés et de violences, et après cinq ans de débats acharnés entre partisans et adversaires de l'exploitation pétrolière. Ceux-ci expriment la forte originalité de ce projet, conduit par un consortium d'entreprises pétrolières mené par Esso, avec la participation des gouvernements du Tchad et du Cameroun, ainsi que celle de la Banque mondiale, qui en constitue la caution. L'enjeu est de taille : il s'agit d'utiliser cette matière première particulière, ailleurs si dangereuse, comme levier du développement.

La charge conflictuelle liée à l'exploitation pétrolière tient, au Tchad, à l'héritage de la guerre civile, qui tend à cristalliser les clivages internes complexes en une opposition Nord-Sud réductrice, de part et d'autre de la ligne de l'islam majoritaire. Les savanes cotonnières du sud du pays, qui concentraient déjà une grande part des revenus de l'Etat grâce à cette culture de rente, verront leur contribution au revenu national augmenter encore grâce à la production pétrolière. Or, le changement politique du début des années 80, où des originaires du Nord musulman succèdent à des « Sudistes » aux commandes de l'Etat, inaugure une période de crise, mais aussi de mutations rapides dans cet espace. Malgré des troubles politico-militaires récurrents, l'économie agricole se diversifie à la faveur des difficultés de la filière cotonnière. Des flux migratoires importants en provenance du Nord musulman amplifient ces dynamiques, tout en posant des problèmes aigus de cohabitation entre éleveurs et agriculteurs, ou dans les relations interconfessionnelles.

A partir d'observations effectuées dans la zone méridionale du Tchad au mois d'août 2001, cette présentation se propose de confronter les données de structure de la géographie régionale avec les dynamiques induites par le chantier pétrolier¹, en matière d'impact économique, d'implications politiques et d'organisation de l'espace régional.

Le temps du chantier

Les trois ans de travaux de construction de l'infrastructure d'exportation du pétrole de Doba représentent un moment particulier dans l'histoire du projet : l'exploitation en elle-même n'occasionnera ni une activité aussi forte, ni des possibilités d'emplois aussi étendues. Mais son observation donne un aperçu des changements engagés.

Une illustration du fossé Nord-Sud

La mise en œuvre du chantier pétrolier révèle le profond sous-développement des savanes cotonnières du Tchad méridional. Le décalage entre une économie aux bases agricoles et les effets d'un investissement technologique et financier considérable provoque certes des tensions. Mais celles-ci demeurent pour l'instant d'intensité faible, tandis que les acteurs locaux les plus dynamiques s'efforcent de tirer parti de la nouvelle conjoncture.

Les opérateurs économiques tchadiens occupent une faible place dans les travaux en cours. L'Etat tchadien porte une responsabilité à cet égard. Dès l'origine, le dossier pétrolier a été géré dans le plus grand secret par une cellule restreinte des proches du président. De telle sorte que personne n'a été ni informé ni formé pour répondre aux exigences du projet. L'exemple du transport routier est significatif. Alors qu'il avait été défini des quotes-parts par pays pour le partage du fret à destination du chantier, le Tchad ne parvient pas à atteindre son quota, faute de camions disponibles. Le parc de camions, à bout de souffle, n'a pas été modernisé pour l'occasion, du fait de l'atonie des banques, peu habituées aux affaires internationales, et de l'immobilisme de l'Etat. Au Cameroun voisin, en revanche, le gouvernement a aidé les entrepreneurs à obtenir des prêts bancaires, qui ont permis l'acquisition de plusieurs dizaines de gros porteurs neufs.

Environ 250 Tchadiens sont répertoriés comme fournisseurs du consortium et des entreprises sous-traitantes. Mais Esso regrette leurs faibles capacités. Ses responsables ne comprennent pas que les Tchadiens, depuis longtemps que les contours du projet sont connus, n'aient pas engagé les investissements nécessaires. On peut leur objecter que ces commerçants avaient quelque raison d'être prudents, et d'attendre le véritable lancement d'un projet qu'on leur présentait comme imminent depuis un quart de siècle.

¹ Pour une présentation détaillée de l'histoire du projet pétrolier et des débats qu'il a suscités, voir Magrin (2001), chap. 9.

Ainsi, des protestations véhémentes émanent de commerçants tchadiens qui se plaignent d'être tenus à l'écart des opportunités nouvelles. Elles mettent en cause les conditions jugées peu transparentes d'attribution des marchés, où des étrangers seraient systématiquement avantagés. Elles expriment surtout l'incapacité des acteurs locaux à satisfaire les exigences du consortium en termes de qualité de la marchandise et de ponctualité dans les livraisons. Car l'arrivée des entreprises du consortium révolutionne les conditions du commerce local. La maîtrise rapide de l'information sur les prix et sur les marchés, la capacité à changer d'activité au gré des circonstances, ainsi qu'un crédit personnel inscrit dans des réseaux de relations familiales, ethniques, religieuses ou politiques, comptent à présent beaucoup moins qu'un positionnement ostensible sur les critères des entreprises occidentales : légalité, spécialisation, qualité du produit, fiabilité des services, ponctualité des livraisons. A N'Djamena comme à Moundou, quelques commerçants tentent de s'adapter à ces nouvelles exigences.

La fourniture des produits alimentaires au chantier illustre les pesanteurs locales et les initiatives prises pour les contourner. Mme. J.O., Ngambaye de Moundou née en 1972, intervient dans le commerce des produits agricoles. Jusqu'à une période récente, elle faisait partie de ces nombreuses commerçantes *mosso*², qui jouent un rôle clé dans le commerce vivrier au sud du Tchad. Elle achetait des légumes auprès des producteurs du quartier périphérique de Koutou pour les revendre au marché de la ville. Elle est la première à avoir appliqué les recommandations des autorités, en formalisant son activité pour approvisionner les pétroliers. Outre une patente de 100 000 F CFA, elle a dû déposer 50 000 F CFA à la banque pour ouvrir un compte, et dépenser quelques dizaines de milliers de francs pour obtenir son quitus fiscal (théoriquement gratuit) et faire avancer son dossier rapidement. Cette dépense de 200 000 F CFA n'est pas à la portée de tous. Mais ce qui alimente le plus les réserves des autres commerçants, c'est le décalage entre la livraison des produits et le paiement effectif, qui n'intervient qu'en fin de mois. L'acceptation de ce délai constitue pour eux une véritable révolution psychologique. A partir de sa petite coopérative maraîchère, bien située sur une des principales rues commerçantes du marché de Moundou, J.O. emploie aujourd'hui quatre personnes, et fait figure de réussite dans un milieu Ngambaye autochtone qui s'ouvre de plus en plus aux activités commerciales.

Perturbations pétrolières

Lors des premiers mois du chantier pétrolier, le thème de la dépravation morale liée à l'irruption d'un argent facile dans une société non préparée à le recevoir occupe une bonne place dans les critiques formulées. Avec l'argent procuré par le travail salarié – un gardien touche en deux mois autant qu'une récolte annuelle de coton, sans compter les quelques avantages en nature – la consommation d'alcool va bon train aux abords des sites pétroliers. Tous les quinze jours, au moment de la paie, les « filles bordel » de Moundou descendent à Bam et Komé, proposer leurs services à ceux qui viennent d'être payés. Au-delà des intentions de l'étude d'impact de l'environnement, les campagnes de prévention du sida tardent à se mettre en place, dans l'indifférence quasi générale. Cet environnement explique la dénomination du quartier spontané qui s'est créé face à la base pétrolière de Komé : « Komé Satan ». On y trouve des gargotes de restauration sommaire, des bars, et même un vidéo club.

Les recrutements pour le chantier contribuent à désorganiser l'économie. Du planton au cadre, du paysan au chauffeur, tout le monde espère une embauche auprès d'Esso ou des entreprises sous-traitantes, qui fournissent des conditions de salaire beaucoup plus intéressantes que tout autre emploi disponible au Tchad : travail de la terre, fonction publique, projets de l'aide internationale. Les procédures de recrutement n'ont pas toujours, d'autre part, la transparence revendiquée³. Aussi sont-elles à l'origine de tensions et de contestations nombreuses. Enfin, le bas niveau éducatif contribue à expliquer certains ressentiments, attestant des dimensions psychologiques de l'enclavement du Tchad. En milieu rural, le qualificatif « d'intellectuel » sied à tout bachelier. Dans le sud du pays, où l'adhésion à l'institution scolaire était forte, les Plans d'ajustement structurel et les changements politiques des années 80-90 ont gonflé le réservoir de ces diplômés, au niveau bas, qui vivent au village, cultivant ou enseignant dans les « écoles spontanées ». Dès lors, on y comprend mal qu'on fasse venir de l'étranger des techniciens supérieurs expérimentés, alors que l'on estime avoir sur place, avec ces « intellectuels », des cadres formés qui chôment.

2 Les *mosso* (« j'ai chuté » en Sara) sont des petits commerçants qui valorisent le différentiel spatial de prix entre le lieu d'achat et le lieu de vente.

3 Recruter de préférence la main-d'œuvre locale. Pour tous les emplois qualifiés, recruter de préférence des Tchadiens.

La répétition de grèves du personnel dans les différentes sociétés qui participent au consortium apparaît comme un véritable paradoxe, dans un pays où les emplois salariés sont rares, et à ce titre perçus comme des privilèges, et où de surcroît les salaires perçus au sein du consortium sont de loin les plus élevés du pays. Ces grèves sont difficiles à interpréter. Elles manifestent pour une part un sentiment diffus de frustration des Tchadiens, qui sentent que ce ne sont pas eux qui tirent le mieux bénéfice de leur pétrole. Elles s'inscrivent aussi dans une tradition revendicatrice ancienne en pays Ngambaye.

Le pétrole dans le champ politique tchadien

Politique et rythmes du chantier

Vue de loin, la campagne électorale 2001 semblait présenter tous les ingrédients d'un événement explosif. La victoire de l'actuel chef de l'Etat dès le premier tour, au moyen de fraudes éhontées, alors que son dauphin n'était autre que le bouillant député fédéraliste Yorongar, originaire du cœur contestataire d'une région pétrolière où les travaux venaient de commencer, ne déboucha pourtant que sur une faible protestation politique. Contre toute attente, les tensions qui émaillèrent les débuts du chantier pétrolier ne se projetèrent pas sur la scène politico-religieuse de l'opposition Nord-Sud. Certaines considérations tribalistes trouvent bien droit de cité autour de Bébédjia ; mais elles se dirigent seulement contre le recrutement des « étrangers » proches - pourquoi fait-on venir des gens de Doba, de Moundou, du Moyen Chari, au lieu de faire travailler davantage les fils du pays ? – et ne prennent guère d'envergure. La conjugaison d'un mécontentement diffus apparent et d'une situation politique étonnamment calme, dans une région profondément troublée au cours des deux dernières décennies, et jusque dans un passé très récent, semble paradoxale. Elle s'explique probablement, à tous les niveaux de l'échelle sociale, par l'espoir et la motivation suscités par les perspectives ouvertes par le chantier.

Par rapport aux prévisions portées au cours des années 90 sur les implications géopolitiques du projet pétrolier, une période de turbulence potentielle peut déjà être identifiée : celle de la fin du chantier. En 2004, le pétrole tchadien s'apprête à couler. Les entreprises sous-traitantes licencieront leurs employés, et seuls quelques centaines d'emplois directs seront maintenus au Tchad. Si le pouvoir en place à N'Djamena n'a pas l'habileté d'orienter les canaux de la redistribution vers le Sud, une période de frustration plus vive, potentiellement dangereuse, pourrait commencer. Mais la poursuite des explorations dans d'autres régions, et l'extension des travaux vers elles (cf. *infra*), pourrait aussi contribuer à maintenir un niveau d'emploi suffisant pour garantir la paix sociale.

Pétrole et divisions de la société civile

A un autre niveau, le régime d'I. Déby n'a guère apprécié les progrès de l'organisation de la société civile au moment de la préparation du projet. Aussi n'a-t-il pas ménagé ses efforts pour diviser le front un moment uni d'une société civile qu'il percevait, probablement à juste titre, comme un avatar d'une opposition politique « sudiste ».

Ainsi, le consortium et le gouvernement se sont efforcés d'élargir au sein de la société civile le clivage potentiel entre les ONG (Organisations non gouvernementales) de développement et les ADH (Associations de défense des droits de l'Homme). Déjà en 1998, l'ONG AFDI (Agriculteurs français pour le développement international) s'était désolidarisée du collectif des ONG du Sud, le Colong (Comité de liaison des ONG), qui s'opposait au projet pétrolier. L'AFDI est basée à Doba, et son aire d'intervention est proche des champs de pétrole. Elle intervient dans différents domaines du développement rural, dont l'appui au stockage des céréales ou à des ateliers de production de matériel agricole. Les responsables d'AFDI craignaient que la participation trop active au Colong ne revête une dimension trop ostensiblement politique, qui risquait de compromettre ses actions dans une région sensible – en envenimant les relations avec les autorités.

De même, World Vision Tchad, une des plus grandes ONG du sud du Tchad opposait au départ une sourde défiance au projet pétrolier, comme vis-à-vis de tout ce qui venait d'un Etat prévaricateur, répressif et d'obédience « nordiste ». En 1999, un nouveau directeur est nommé à la tête de cette organisation chrétienne internationale basée aux Etats-Unis, à sensibilité protestante. Canadien originaire de la région

pétrolière d'Edmonton, il apporte avec lui une vision plus ouverte des enjeux pétroliers. Il insiste notamment sur ce que cette ressource nouvelle pourrait apporter au Tchad, grâce aux garanties fournies par la Banque mondiale, se mettant ainsi alors en porte à faux par rapport au reste de la société civile.

Au sein de celle-ci, de franches oppositions à l'entreprise pétrolière demeurent néanmoins. Il ne s'agit plus de prétendre empêcher le projet, mais d'obtenir le plus de garanties possible quant au respect de l'environnement et des intérêts des populations concernées. A partir du réseau des ONG, le séminaire de Donia en 1998 a débouché sur la création d'une structure technique de suivi du projet pétrolier par la société civile, la CPP (Commission permanente pétrole), doublée à Moundou d'une CPPL (Commission permanente pétrole locale), ouverte à la fois aux ONG et aux ADH. Au sein de cette mouvance, l'ASSAILD (Association d'appui aux initiatives locales de développement), ancienne ONG tchadienne basée à Moundou, joue un rôle d'organisation particulier. A travers l'animation d'un « réseau de plaidoyer » doté de contacts au Cameroun, aux Pays-Bas, en Allemagne, aux Etats-Unis et en Italie, cette commission vise à constituer une structure de « *monitoring* » professionnelle, dotée d'antennes à N'Djamena, Moundou et Bébédjia. En somme, face aux structures de contrôle nécessairement suspectes du gouvernement tchadien, il s'agit de structurer un véritable lobby de la société civile tchadienne.

Parmi les acteurs de cette CPPL, l'association Tchad non-violence (ATNV) est probablement la plus engagée des associations de défense des droits de l'Homme. Elle est plus marquée encore sur le plan politique aux yeux du pouvoir, dans la mesure où certains de ses responsables appartiennent à des partis d'opposition radicale proches de la mouvance fédéraliste. L'ATNV est la seule association de défense des droits de l'homme importante dont le siège soit à Moundou. Depuis le début des travaux pétroliers, elle s'efforce de se structurer dans les 9 cantons riverains de l'oléoduc et des champs de pétrole, par la création de cellules villageoises, cantonales et de comités de sous-préfecture, autour d'une coordination moundoulaise mise en place en mai 2001.

Implications géographiques de l'exploitation de l'or noir

Les dynamiques économiques, politiques et sociales à l'œuvre au Tchad au cours des deux dernières décennies permettent d'imaginer des perspectives d'évolution, sous l'effet de l'exploitation pétrolière. L'or noir ne fera-t-il qu'accélérer des dynamiques en cours ? Ou bien sera-t-il l'artisan d'une profonde déstructuration de l'économie et de la société ?

L'or noir et l'économie méridionale

À Moundou, il est difficile de démêler ce qui, dans le dynamisme urbain, relève d'un effet des activités pétrolières, et ce qui peut être imputé aux dynamiques propres d'une ville qui compte, au cours des dernières décennies, parmi les plus attractives du pays. Néanmoins, pour qui visite la cité logonaise aujourd'hui après l'avoir connue au milieu des années 90, la différence est sensible. La ville semble en effervescence. Les difficultés de la Cotontchad, qui suffisaient d'ordinaire à entretenir un climat morose, passent presque inaperçues. L'influence pétrolière se mesure directement à quelques signes remarquables : du plus grand commerçant aux petits marchands du secteur informel, chacun a repeint sa devanture ; les nombreux véhicules d'Esso, les attroupements quotidiens de chercheurs d'emplois face aux bureaux de Sub-Sahara, ou encore l'ambiance qui règne les samedi soir dans la boîte de nuit locale, le Climax, signalent la fièvre qui a saisi la cité logonaise. L'apparition de nouveaux commerces marque l'émergence, constatée depuis quelques années mais amplifiée par les dynamiques en cours, d'une économie urbaine moins basée sur la seule satisfaction des besoins élémentaires (Cybercafé du Logone, salon de coiffure de la Perla du Logone, atelier de photographie coréen, etc.).

Sans que Doba (25 000 habitants en 2000), modeste chef-lieu de la préfecture du Logone oriental, connaisse non plus de bouleversements majeurs, les années 90 ont vu de petites modifications dans le paysage urbain, qui traduisent l'originalité de cette cité, qui prétend volontiers disputer à Moundou le titre de future capitale du pétrole tchadien. À l'entrée occidentale de la ville, la nouvelle « foire »⁴, avec son alignement de bâtiments de commerce à colonnettes, évoquerait presque l'ambiance d'une petite ville du

4 En fait un nouveau marché.

far west pionnier américain du début du siècle. Depuis le commencement du chantier et l'afflux de main-d'œuvre dans la région, les deux banques de Moundou, la BIAT et la BIAO, y ont ouvert des succursales.

Certains détracteurs de la filière cotonnière⁵ n'ont pas attendu la réalisation du projet pétrolier pour pronostiquer un rapide bouleversement de l'économie régionale sous l'effet de l'or noir. Indépendamment des réorganisations en cours de la filière, la culture du coton, ingrate et peu rémunératrice, serait délaissée par de nombreux paysans attirés par les possibilités d'emplois plus valorisants suscitées par la nouvelle orientation de l'économie. La vieille culture de rente semblerait devoir laisser place à une rente sans culture. Cette substitution sous-entend l'imminence d'une transformation radicale de l'économie, sur le modèle des Etats miniers d'Afrique centrale. Or, l'ampleur des débats soulevés par le projet pétrolier ne saurait dissimuler la relative modestie de ses retombées financières. Les revenus du pétrole de Doba transiteront par le budget de l'Etat tchadien, à partir de N'Djamena. On peut s'attendre à ce que la capitale concentre, comme toujours en pareil cas, une bonne partie de la rente. La distribution de ces revenus à l'échelle nationale, saupoudrés en cinq secteurs prioritaires où les dépenses socio-éducatives non immédiatement productives occuperont une bonne place, viendra encore atténuer l'impact de l'exploitation pétrolière sur l'économie du sud producteur.

Le pétrole ne révolutionnera donc probablement pas à lui seul les structures de l'économie du Tchad, et encore moins celles de la zone soudanienne. En revanche, la mise en exploitation du pétrole tchadien pourrait servir de catalyseur à des évolutions récentes de l'économie agricole. Le démarrage des travaux de construction de l'infrastructure se traduit par une augmentation du volume d'activité économique et donc par une accélération de la croissance des villes. Celle-ci s'accompagnera d'une amplification de la demande en produits de l'agriculture et de l'élevage, encourageant des mutations vers l'intensification ou la diversification des systèmes agricoles et pastoraux.

Enfin, l'augmentation de la circulation monétaire et le respect minimum des règles édictées pour sa ventilation devraient contribuer à stimuler une économie formelle que les dérives de l'Etat et les effets des Plans d'ajustement structurels⁶ avaient mise à genoux. La contribution du consortium à un changement de culture économique au Tchad, où les habitudes de corruption et de prévarication s'effaceraient devant l'application de normes strictes conditionnant l'accès aux marchés, relève de l'improbable. Cela signifie-t-il pour autant que ce déploiement de capital n'ait aucun effet sur une société tchadienne vouée par son enclavement géographique et ses choix historiques à demeurer, en marge de la mondialisation, une économie de survie toute entière régie par la « politique du ventre »⁷ ? Il est difficile de trancher à ce stade. Tout au plus peut-on constater que, pour certains Tchadiens convenablement formés à l'étranger, souvent sous-employés depuis leur retour, le renouveau lié au pétrole ouvrira enfin des possibilités d'ascension économique et sociale.

Conséquences sur l'organisation de l'espace dans la région de production

Le pétrole ne devrait pas non plus remettre en cause l'organisation de l'espace régional. Les espaces riverains de l'oléoduc ne connaîtront qu'une perturbation ponctuelle, dans le temps et dans l'espace, et peu d'activité supplémentaire. Moundou seule semble en mesure de valoriser à la fois sa relative proximité des gisements – la ville est à une centaine de kilomètres de Komé – et ses fonctions de capitale régionale du Sud tchadien.

Par rapport à la hiérarchie des villes, l'exploitation du pétrole accentuera les effets des réalisations routières en cours⁸, avec pour conséquence un renforcement économique et démographique du centre de la zone soudanienne. L'ascétisme en vigueur sur les installations pétrolières tend à instituer Doba et Bébédjia en bases arrières, où s'épanouissent surtout les fonctions de loisir et d'hébergement (bars, auberges). Mais la petite taille de ces villes, le faible niveau des équipements qu'elles proposent, devraient orienter vers Moundou les activités les plus valorisantes. Durant les quatre années de construction de l'infrastructure, on observe ainsi déjà une répartition des tâches entre Bébédjia et Doba d'une part, Moundou d'autre part. Les premières deviennent des villes populeuses, lieux de

5 Critiquée depuis longtemps par un courant tiers-mondiste, dominant parmi les ONG de la région, et qui se projette largement dans l'opposition au projet pétrolier.

6 Les PAS reposent sur la nécessité pour les Etats de dégager des recettes. Lorsque les acteurs formels de l'économie sont peu nombreux, comme c'est le cas au Tchad, ils concentrent une pression fiscale considérable.

7 Voir BAYART 1989.

8 Bitumage en cours de l'axe N'Djamena Moundou Ngaoundéré (achevé de N'Djamena à Kélo).

rassemblement d'une main-d'œuvre cosmopolite peu qualifiée. La seconde tend à héberger les antennes régionales des sociétés sous-traitantes du chantier (Sub-Sahara, David terrassement), avec leurs personnels qualifiés nationaux ou expatriés. Elle devrait encore développer au cours des prochains mois quelques services de niveau supérieur existant déjà, en matière d'hôtellerie ou de services divers.

Les sites pétroliers peuvent apparaître comme des enclaves, comparables à des plate-formes pétrolières off shore. Ils n'en présentent pas moins une différence fondamentale avec celles-ci. Ces sites s'insèrent dans un environnement humain qu'ils contribuent à modifier. La région des puits de pétrole se situe dans une zone faiblement peuplée, aux marges orientales de l'aire de peuplement Ngambaye. Au sud-ouest, l'oléoduc et la route en construction qui le borde traversent les pays Lakka et Mboum. Dans une zone peu densément peuplée, encore très enclavée, la création de cette route peut apparaître comme une aubaine, facilitant l'ouverture de fronts pionniers agricoles et le peuplement, à partir des terres menacées de saturation du nord de la zone cotonnière. De nouveaux villages ont déjà fait leur apparition, comme celui de M'Béré, du nom de la rivière sur laquelle David terrassement doit construire un pont important. Au Nord-Cameroun voisin, dans la région de Touboro, qui présente des caractéristiques a priori comparables, la création de routes par la Sodécoton avait justement ouvert des fronts pionniers, qui font aujourd'hui figure de vitrine de la société camerounaise en matière de productivité cotonnière et de développement⁹.

Or, l'intrusion du chantier pétrolier en pays Mboum aura à coup sûr des effets perturbateurs. Les Mboum constituent une population originale au sein du Sud tchadien. Distincts de l'ensemble Sara, ils manifestent par rapport aux populations voisines plus dynamiques (Ngambaye de Moundou, Gor de Bodo, Mbaye de Moïssala) un certain repli sur eux-mêmes, et ainsi un retard par rapport aux innovations de l'économie agricole. L'afflux de populations étrangères à la région pourrait ainsi les marginaliser, et donc ne pas produire les effets annoncés par Esso, fier de sa participation au désenclavement.

Enfin, l'influence du pétrole dans les réorganisations de l'espace régional du Sud tchadien dépendra des recherches en cours et de la localisation des découvertes éventuelles. Des prospections ont été menées depuis le début des années 90 dans le bassin du Salamat. D'autres visent actuellement la vallée du Mandoul, qui prolonge le bassin de Doba, entre Koumra et Moïssala. Malgré la grande discrétion qui entoure ces activités, la relative modestie des gisements reconnus à Doba (1 milliard de barils), compte tenu du montant de l'investissement, amène à accorder une forte probabilité à des découvertes nouvelles.

Les implications géopolitiques de ces découvertes sont différentes selon l'endroit où elles se localiseraient. Mandoul et Salamat sont deux zones humides à forte capacité agricole, même si le premier est nettement plus densément peuplé. Le Mandoul relève du Sud géopolitique. Le Salamat en revanche constitue un des rares espaces agricoles à fort potentiel pionnier au sein du Tchad musulman, avec les zones lacustres (Tchad, Fitri). L'exploitation pétrolière pourrait le désenclaver. D'un autre côté, de nouveaux champs de pétrole dans le Moyen Chari réveilleraient la ville de Sarh, qui végète depuis la chute des présidents (Tombalbaye, Malloum) dont elle constituait le fief. Mais une telle découverte pourrait aussi, selon les circonstances, raviver les velléités fédéralistes ou sécessionnistes d'un Sud qui continuerait d'accumuler, dangereusement pour l'unité nationale, l'essentiel des richesses du territoire.

Conclusion

La région cotonnière subit depuis deux décennies des mutations accélérées, qui se caractérisent par l'ouverture des économies agricoles aux marchés, sous l'effet de l'urbanisation sous-régionale et de l'amélioration progressive des infrastructures, et débouchent sur une différenciation accrue entre les espaces. Ces changements procèdent aussi d'importants mouvements migratoires, accompagnés de tensions multiples sur fond d'opposition Nord-Sud, mais aussi d'échanges d'influences positives. Sauf nouvelle découverte majeure, l'exploitation pétrolière devrait amplifier ces dynamiques, sans en changer fondamentalement la nature. L'exploitation envisagée ne semble pas de nature à transformer l'économie agro-pastorale tchadienne en économie rentière de type minier, sur le modèle des Etats guinéens d'Afrique centrale (Gabon, Congo).

En quoi, dès lors, le pétrole bouleversera-t-il l'identité géographique du Tchad ? La nature de l'enclavement sera modifiée, non par la construction d'un oléoduc de 1 200 km vers la mer, mais par l'afflux d'acteurs cosmopolites qui contribueront à ouvrir le pays, fût-ce douloureusement, sur les

⁹ Voir Roupsard 1987 .

dynamiques de la mondialisation. La dépendance du pays vis-à-vis des cours mondiaux des matières premières sera maintenue, mais là encore atténuée : le coton ne sera plus le seul produit de rente, et le pétrole augmentera la circulation monétaire dans le pays, quel que soit le degré de transparence de sa gestion. Le mariage, sous les auspices de la Banque mondiale, d'un pays fragile de l'Afrique centrale et de la matière première la plus explosive, pourrait bien étonner.

Bibliographie

AGIR ICI – SURVIE, 1999. Projet pétrolier Tchad – Cameroun. Dés pipés sur le pipe-line, Dossiers noirs de la politique africaine de la France n°13, Paris, L'Harmattan, 63 p.

BAYART J.F., 1989. L'Etat en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayart.

BENNAFLA K., 2000. « Tchad : l'appel des sirènes arabo-islamiques ». Autrepart, 16 : 67-86.

ESSO, 1997. Projet d'exportation tchadien. Plan de gestion de l'environnement, Partie tchadienne, Dames & Moore, novembre 1997, 172 p.

MAGRIN G., 2001. Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir. Paris, Sépia - CIRAD, 427 p.

ROUPSARD M., 1987. Nord-Cameroun. Ouverture et développement. Thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris X, Coutances, France, 516 p.

SOTINEL T., 1998. Le Tchad face aux sirènes pétrolières. *In* Le Monde, 3 septembre, 13.